



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Conseil de sécurité

Débat ouvert

**L'impact du détournement et du trafic d'armes pour la paix et la sécurité /
The impact of diversion and trafficking of arms for peace and security**

New York, le 22 novembre 2021

Déclaration de M. Adrian Hauri,
Représentant permanent adjoint de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie le Mexique pour l'organisation de ce débat.

Le détournement et la prolifération illicite des armes et munitions alimentent les conflits dans le monde. Pour assurer la protection des civils, du personnel humanitaire et des casques bleus ainsi qu'une paix pérenne, nous devons toutes et tous contribuer à prévenir les flux illicites et réduire la demande d'armes et de munitions. Le Conseil de sécurité peut jouer un rôle important en portant une attention particulière à trois éléments :

Mon premier point concerne la capacité d'analyse des missions onusiennes. La quantité et la diversité des armes et de munitions en circulation sont de bons indicateurs d'une menace contre la paix et la sécurité internationales. Or, il est important que les missions prennent davantage en compte ces indicateurs dans leur analyse des risques. C'est pour cela que la Suisse soutient l'*Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement* dans le développement d'un outil analytique de risques spécifiques aux armes. La Suisse appelle donc le Conseil de sécurité à renforcer les capacités d'analyse des risques des missions onusiennes en la matière.

Deuxièmement, nous devons promouvoir l'innovation dans le cadre des processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Par exemple, l'ONU a développé l'instrument de « réduction de la violence communautaire ». Cet outil innovant permet de réduire la circulation et la demande d'armes illicites et d'aborder les moteurs des conflits dans des contextes où un programme DDR traditionnel n'est pas encore possible. Dans ce cadre, il est essentiel de répondre aux besoins de protection spécifiques des femmes et des enfants et de les inclure comme agents de changement dans les mesures de réduction de violence communautaire. Le Conseil de sécurité devrait plus systématiquement considérer ces mesures lors qu'il mandate des missions. La Suisse, pour sa part, continuera de mettre à disposition des experts en DDR en appui au Secrétariat et aux missions.

Troisièmement, des capacités nationales durables sont clés pour prévenir le détournement d'armes et de munitions et mieux mettre en œuvre les embargos d'armes. Ceci requiert que l'ONU et ses Etats membres aident les états hôtes de présences onusiennes à renforcer leur expertise technique, ainsi que leurs structures, processus et capacités organisationnelles. Un tel soutien permettra d'institutionnaliser ce savoir-faire. En ce qui concerne la gestion sûre et sécurisée des munitions, les *Directives techniques internationales de l'ONU sur les munitions* fournissent une approche robuste, reconnue par la résolution 2220(2015). Lorsqu'il mandate des missions, le Conseil de sécurité devrait

accorder une attention particulière au renforcement des capacités nationales durables. La Suisse continuera de soutenir le développement ultérieur de ces directives ainsi que leur mise en œuvre dans les états concernés.

Monsieur le Président,

Combattre les flux illicites d'armes et de munitions et leur abus est essentiel pour la paix, la sécurité et le développement durable. Le Conseil de sécurité devrait donc considérer ces défis pour l'ensemble de son ordre du jour. En tant que candidate au Conseil, la Suisse continuera à s'engager pour une approche intégrée de cette question dans l'esprit de l'Agenda pour le désarmement du Secrétaire général, dans lequel il souligne : « Nous devons nous recentrer sur le désarmement pour sauver des vies ».

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Switzerland thanks Mexico for organising this debate.

Diversion and illicit proliferation of arms and ammunition fuel conflicts around the world. To ensure the protection of civilians, humanitarian personnel and peacekeepers, and to sustain peace, we must all contribute to preventing illicit flows and reducing the demand for arms and ammunition. The Security Council can play an important role by paying particular attention to three elements:

My first concern has to do with the analytical capacity of UN missions. The quantity and diversity of weapons and ammunition in circulation are good indicators of a threat to international peace and security. It is important that missions give greater consideration to these indicators in their risk analysis. For this reason, Switzerland supports the United Nations Institute for Disarmament Research in the development of an arms-specific risk analysis tool. Switzerland therefore calls on the Security Council to strengthen the risk analysis capacities of UN missions in this area.

Second, we should promote innovation in disarmament, demobilisation and reintegration (DDR) processes. The UN has developed, for example, the *Community Violence Reduction* tool. This innovative tool reduces the flow of and the demand for illicit weapons, and addresses the drivers of conflict in contexts where a traditional DDR programme is not yet possible. In this context, it is essential to address the specific protection needs of women and children and to include them as agents of change in community violence reduction measures. The Security Council should more systematically consider such measures when mandating missions. Switzerland, for its part, will continue to provide DDR experts to support the Secretariat and missions.

Third, sustainable national capacities are key to preventing the diversion of arms and ammunition and better implementing arms embargoes. This requires the UN and its member states to assist host states of UN presences to strengthen their technical expertise, as well as their organisational structures, processes, and capacities. Such a support will help institutionalize this knowhow. Concerning the safe and secure management of ammunition, the UN *International Ammunition Technical Guidelines* provide a robust approach, recognized by Resolution 2220(2015). When mandating missions, the Security Council should pay particular attention to building sustainable national capacities. Switzerland will continue to support the further development of these guidelines and their implementation in concerned states.

Mr. President,

Combating the illicit flow and the abuse of arms and ammunition is essential for peace, security and sustainable development. The Security Council should therefore consider these challenges across its agenda. As a candidate for the Council, Switzerland will continue to advocate for an integrated approach to this issue in the spirit of the Secretary-General's Agenda for Disarmament, in which he emphasizes: "we need a new focus on disarmament that saves lives".

I thank you.